

DU MÊME AUTEUR

Jean-Claude Barreau est l'auteur de quarante-deux livres, dont :

ESSAIS

- Liberté, Égalité, Immigration ?*, L'Artilleur, 2016
Un capitalisme à visage humain - Le modèle vénitien, Fayard, 2011
Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur Israël, Toucan, 2010
Nos enfants et nous, Fayard, 2009
Les Racines de la France, Toucan, 2008
Toute la géographie du monde, Fayard, 2007 ; Livre de Poche, 2009
(en collaboration avec Guillaume Bigot)
Y a-t-il un Dieu ?, Fayard, 2006
Toute l'Histoire du monde, Fayard, 2005 ; Livre de Poche, 2009
(en collaboration avec Guillaume Bigot)
Les Vérités chrétiennes, Fayard, 2004
Bandes à part, Plon, 2003
Tous les dieux ne sont pas égaux, JC Lattès, 2001
Le Coup d'État invisible, Albin Michel, 1999
La France va-t-elle disparaître ?, Grasset, 1997
Les Vies d'un païen, Plon, 1996
Biographie de Jésus, Plon, 1993 ; Pocket 1994
De l'immigration, Le Pré-aux-Clercs, 1992
De l'islam et du monde moderne, Le Pré-aux-Clercs, 1991
Du bon gouvernement, Odile Jacob, 1988
Pour une politique du livre, Dalloz, 1982
(en collaboration avec Bernard Pingaud)
La Prière et la drogue, Stock, 1974
Qui est Dieu ?, Seuil, 1971
La Foi d'un païen, Seuil, 1967 ; Livre de vie, 1968

ROMANS

- Oublier Jérusalem*, Actes Sud, 1989 ; J'ai lu, 1991
Les Innocents de Pigalle, JC Lattès, 1982
Le Vent du désert, Belfond, 1981
La Traversée de l'Islande, Stock, 1979

JEAN-CLAUDE BARREAU

TOUTE L'HISTOIRE DE FRANCE

L'ARTILLEUR

CHAPITRE IX

LA COURSE
À L'ABÎME

DE 1919 À 1940

La révolution russe d'Octobre 1917 avait ébranlé le monde. Pour Lénine, de son vrai nom Vladimir Ilitch Oulianov, la Russie n'était qu'une étape. Il était persuadé, en bon disciple de Marx, que la vraie révolution ne pouvait réussir que dans des pays industrialisés aux classes ouvrières nombreuses – France, Angleterre, Allemagne –, la Russie n'étant qu'une base de départ. À cet effet, il avait créé, en mars 1913, la troisième Internationale, ou Komintern, et suscité des révoltes partout où il le pouvait. En 1924, diminué par une congestion cérébrale, Lénine mourut. Staline, de son nom civil Iossif Vissarionovitch Djougachvili, lui succéda. Prenant acte de ces échecs, Staline renonça à exporter la révolution et inventa la théorie du « communisme dans un seul pays ». Cependant, il utilisa, au profit de l'URSS, les partis communistes qui s'étaient créés partout. Il chassa Trotski. Un moment réfugié en France où Malraux le rencontra, Trotski s'établit au Mexique. Un agent soviétique l'y assassina en 1940.

Il faut noter que le communisme n'eut guère de succès en France à ce moment-là. Au contraire, l'armée française de Weygand combattit les soviets et les chassa de la Pologne du maréchal Pilsudski.

Les temps de la Commune étaient bien finis : la classe ouvrière française avait réintégré la nation dans les tranchées par le coude à coude avec les bourgeois. De fait, la vie politique française,

dominée par une majorité d'anciens combattants, la chambre « bleu horizon », restait calme. Seul fait digne d'être signalé : l'éclatement, à la suite des consignes de Lénine, du parti socialiste au congrès de Tours en décembre 1920 en deux organisations.

Apparut avec le parti communiste une nouvelle sorte de parti politique. Même la Montagne n'était pas un parti mais un groupe de députés inorganisés fascinés par Danton et Robespierre. Le Parti était une organisation quasi militaire, hiérarchisée, encadrée par des permanents, les « professionnels de la révolution ». Quand on disait « le Parti », sans adjectif, il ne pouvait s'agir que du parti communiste. Le Parti était peu important en France, mais admiré. C'était l'église d'une religion séculière, Marx, Lénine et Staline faisant office de nouvelle trinité et Moscou de ville sainte. Le soleil rouge de la révolution d'Octobre continuait d'éclairer les militants et rien ne put les en éloigner, même les désillusions de Gide au retour d'URSS (1936).

De 1919 à 1929, il y eut dans la France victorieuse une espèce de seconde « Belle Époque ». Celle de la radio, du cinéma parlant, du tour de France. Avec son épopée : celle de l'aéropostale, ligne d'aviation postale qui reliait Toulouse à Santiago du Chili en survolant le Sahara, l'Atlantique et les Andes où s'illustrèrent Mermoz, Guillaumet et Saint-Exupéry. Bientôt des lignes d'aviation régulières furent ouvertes.

Les femmes régnaient. Pendant la Grande Guerre, elles avaient su remplacer les hommes, partis au combat, et s'habillaient à la « garçonne » ; cheveux bouclés et jupe courte avaient remplacé les toilettes d'avant 1914.

La Bourse était prospère. La publicité commençait sa carrière magique. La France se croyait redevenue la première puissance du monde, avec sa forte armée. La république allemande de Weimar ne semblait pas dangereuse. Clemenceau était parti à la retraite... Ayant quitté l'Élysée mais devenu président du

Conseil, Poincaré cherchait à éponger les énormes dépenses de la guerre et à reconstruire les départements sinistrés du Nord et de l'Est. Édouard Herriot lui succéda à gauche, laquelle n'était séparée de la droite que par un anticléricalisme dépassé depuis les tranchées qui avaient vu « les curés sacs au dos ».

Une nouvelle génération politique s'installait : à droite, Laval, Flandin, Tardieu ; à gauche, Blum, Daladier, Chautemps.

À l'étranger, les deux événements principaux furent la prise du pouvoir en Italie par Benito Mussolini en 1922 et, la même année, la victoire de Mustafa Kemal Atatürk qui chassa un million de Grecs d'une Anatolie où ils vivaient depuis Homère et fonda la République turque laïque, imposant les caractères latins et interdisant le voile. Ces deux dictatures avaient des points communs : elles étaient socialistes mais nationalistes ;

elles restaient cependant des dictatures « classiques », presque bonapartistes. Napoléon avait signé le concordat avec le pape, Mussolini signa de la même façon avec le Vatican les Accords du Latran qui, en 1929, mirent fin à la crise ouverte en 1870 par l'occupation italienne de Rome. Ils assuraient un État, minuscule mais souverain, à la papauté ! Ces accords sont toujours en vigueur aujourd'hui. Mussolini garda aussi la monarchie de Savoie. Cependant, il créa un mouvement idéologique, le fascisme, qui séduisit beaucoup de Français à droite, comme d'autres, à gauche, l'étaient par le communisme.

Le 24 octobre 1929, un coup de tonnerre éclata à Wall Street. La bulle spéculative américaine explosa. On connaît les raisons de cette déflagration : surévaluation des actifs, abus de crédit à la consommation, spéculation hasardeuse. Les faillites se multiplièrent.

Le commerce mondial s'écroula. La crise retentit fort en Allemagne, le plus développé des pays européens ; le Kreditanstalt

**Léon Blum appliqua
le New Deal
à la France.**

de Vienne sombra. On compta bientôt six millions de chômeurs. La France, plus rurale, était moins touchée, toutefois la confiance dans le régime fut ébranlée. Le 6 février 1934, une émeute de droite, composée surtout d'anciens combattants, dégénéra en massacre sanglant place de la Concorde. Tentative de putsch ou explosion de colère ?

En réaction, un accord fut scellé entre le parti communiste, les radicaux et la SFIO. Le Front populaire ainsi constitué triompha aux élections d'avril-mai 1936, remportant 366 sièges sur 608, dans une atmosphère de grèves et d'allégresse. Léon Blum devint président du Conseil en juin. Aux États-Unis, Franklin Delano Roosevelt, un démocrate, avait su juguler la crise par son « New Deal ». En fait par une intervention massive de l'État dans les rapports sociaux et l'économie : grands travaux, discussions sociales encadrées. Roosevelt appliquait les théories de l'Anglais John Maynard Keynes. Depuis le New Deal et jusqu'à aujourd'hui, les États-Unis ne sont plus un pays totalement libéral, quoi que l'on dise.

Président du Conseil, Léon Blum appliqua le New Deal en France. Il conclut avec les syndicats les accords de Matignon le 7 juin 1936 (congés payés, conventions collectives). Ce fut un succès réel même si l'activité économique resta faible. Le Front « popu », avec ses ouvriers et ses ouvrières se rendant en tandem à Deauville, laissa un souvenir ému dans la mémoire populaire et effraya la bourgeoisie.

En Allemagne, la crise eut des conséquences funestes. Pour en sortir, le vieux président Hindenburg nomma comme chancelier Adolf Hitler, chef d'un parti d'extrême droite, le parti nazi (pour « national-socialisme »). Sur le plan économique avec son ministre de l'Économie Schacht, Hitler ne pratiqua pas

une politique différente de celles qui avaient réussi à Paris et à Washington : grands travaux, crédits, etc. Le chômage disparut.

Mais le parti nazi apportait avec lui une idéologie effrayante. Hitler détestait les Juifs. Les Juifs allemands, les plus allemands des Allemands, durent s'enfuir (parmi lesquels le génie du siècle, Einstein). Partout dans le monde européen, on se disait rationaliste. Or, Hitler exalta l'instinct contre la raison et fit brûler les livres... De toutes parts on prétendait faire le bonheur de l'humanité. Hitler, lui, voulait la domination des Allemands, la « race des seigneurs », sur l'humanité.

Le nazisme pensa l'adolescent comme modèle indépassable. Il voulut faire de la jeunesse l'apogée de la vie (on peut voir dans le « jeunisme » contemporain un héritage caché du nazisme). Le culte de la jeunesse est forcément nihiliste car les jeunes n'y peuvent avancer dans la vie qu'à reculons. Le communiste Nizan a raison de « ne reconnaître à personne le droit de dire que vingt ans est le plus bel âge de la vie ». L'écrivain français Robert Brasillach, talentueux mais « ado » prolongé, fut au contraire fasciné par les liturgies païennes du nazisme avec leurs feux de camp, les croix gammées, les oriflammes claquant dans la nuit – « le fascisme immense et rouge » et ses « cathédrales de lumière », écrivit-il.

Reste à comprendre comment cette religion de la haine a pu abuser les Allemands, l'un des peuples les plus civilisés de la Terre ? Car il faut admettre que le chancelier Hitler fut porté par une immense vague de popularité, chez les jeunes en particulier ; la répression, les camps, le parti unique (comme en URSS) n'expliquent pas seuls cette adhésion forte, que l'on a tendance à oublier aujourd'hui.

Hitler recombina les éléments glanés çà et là pendant sa vie : du socialisme, du léninisme, du mysticisme hindouiste, de la parapsychologie, du racisme ; un fou, certes, mais un fou efficace !

Le culte de la jeunesse est forcément nihiliste car les jeunes n'y peuvent avancer dans la vie qu'à reculons.

idéologie
Nazi

collabo

Loi

L'adhésion du peuple allemand à cette doctrine fumeuse et violente reste un mystère. Du marxisme disparu, il reste des textes discutables mais intelligents. De *Mein Kampf*, le livre qu'Hitler rédigea en prison, que reste-t-il? Adolf Hitler avait annoncé dans *Mein Kampf* ce qu'il avait l'intention de faire; les dirigeants français ne le crurent pas. Ce qu'Hitler écrivait était incroyable pour l'esprit raisonnable de nos politiciens.

Hitler b
Versailles
★
La France, emplie depuis Verdun d'une fierté légitime, ne prenait pas au sérieux l'Allemagne, vaincue en 1918, encore moins son Führer... Pourtant, le chef nazi avait relancé la machine de guerre allemande, mise en sommeil par le traité de

Si Paris avait réagi en dépêchant des troupes sur le Rhin, le Führer aurait été obligé de reculer.

Versailles. Il avait osé rétablir en Allemagne le service militaire obligatoire alors que Versailles ne permettait au Reich qu'une petite armée

de métier. Ces deux violations du traité de paix n'inquiétèrent nullement nos politiciens, absorbés par leurs problèmes de circonscription électorale. Devant cette absence de réaction française, Hitler alla donc plus loin. Le traité de Versailles avait démilitarisé la rive gauche du Rhin, la Rhénanie. Le 7 mars 1936, Hitler envoya quelques régiments la réoccuper jusqu'à la frontière française.

Berlin était néanmoins très inquiet. À ce moment précis, la Wehrmacht comptait cent mille soldats seulement et l'armée française en maintenait sept fois plus sous les armes. Si Paris avait réagi en dépêchant des troupes sur le Rhin, le Führer aurait été obligé de reculer. Il se serait même ridiculisé et les dictateurs résistent à tout sauf au ridicule. Le gouvernement français déclara que jamais il ne laisserait « Strasbourg à portée des canons allemands » mais, après cette déclaration martiale, il ne fit rien, et le ridicule retomba sur lui. Il ne fit rien parce

que les Anglais, obsédés par Anvers, ne se souciaient pas de Strasbourg. On voit surgir là une idée démoralisante, toujours à la mode aujourd'hui: la France ne peut, ne doit rien faire toute seule. La diplomatie tend certes à éviter l'isolement mais il y a des moments où l'adage « Aide-toi, le ciel t'aidera » s'applique.

★
On vit surgir en 1936, une idée démoralisante, toujours à la mode aujourd'hui, la France ne peut rien faire toute seule.

Il est certain que, si Paris avait réagi en mars 1936, Hitler aurait été renversé. La Seconde Guerre mondiale n'aurait pas eu lieu!

L'année d'avant, Mussolini avait envahi l'Éthiopie, seul état vraiment indépendant d'Afrique. Les Éthiopiens avaient battu les Italiens à Adoua au XIX^e siècle – Le Duce voulait effacer ce souvenir pénible. L'armée fasciste n'eut cette fois guère de mal à triompher des guerriers Amhara. Le négus Hailé Sélassié s'enfuit plaider sa cause à la SDN. Le roi d'Italie fut proclamé empereur d'Éthiopie à sa place.

Le gouvernement français était embarrassé. PeVingt-deux ans avant, ses propres troupes avaient fait la même chose au Maroc, l'exposition coloniale qui glorifiait l'Empire fut présidée à Paris en 1931 par Lyautey, le conquérant du Maroc. Évidemment, la mode avait changé. Mussolini ne l'avait pas compris. La France approuva les sanctions votées par la SDN. Il aurait suffi aux Anglo-Français, propriétaires du canal de Suez, de le fermer pour que l'expédition italienne de 1935 ne puisse pas avoir lieu. Ils ne le firent pas!

Les Français ne désiraient pas la guerre, mais les Allemands non plus, tout favorables à Hitler qu'ils fussent...

Leurs sanctions hypocrites eurent pour effet de vexer l'Italie, jusque-là réticente au nazisme (le fascisme, dictature classique, bridée par la monarchie et la papauté, n'avait rien à voir avec

le nazisme, même si aujourd'hui on utilise le mot « fascisme » pour stigmatiser le nazisme). L'« Axe » Rome-Berlin fut conclu en octobre 1936.

Espagne
Franco
attentat
Avant même sa conclusion, au mois de juillet 1936, année décidément fatale à la France, la guerre civile avait éclaté en Espagne. Un général putschiste, Franco, souleva ses troupes contre la République espagnole, à la suite d'élections qui, comme en France, avaient vu le succès électoral d'un Front populaire, le « Frente Popular ».

L'Espagne fut coupée en deux : l'ouest aux Putschistes, l'est, avec Madrid et Barcelone, à la République. Immédiatement, Hitler et Mussolini soutinrent Franco. Hitler envoya ses avions bombardiers et le Duce des divisions italiennes. On aurait pu croire que Léon Blum et son gouvernement allaient soutenir leurs camarades espagnols. Lâchement, ils n'en firent rien, se contentant de leur faire passer des armes et quelques avions. C'est ainsi qu'André Malraux, qui venait de recevoir le prix Goncourt, ami de Jean Moulin, du cabinet du ministre de l'Air Pierre Cot, se retrouva chef de l'escadrille *España*. Il ne savait pas piloter mais montait bravement dans les avions et en tira un livre magnifique, *L'Espoir*.

La guerre d'Espagne fut sanglante parce que chaque camp incarnait une vision du monde inconciliable avec celle de l'autre : le fascisme et le communisme. En effet, devant la carence de Blum, l'URSS avait pu prendre en main les républicains espagnols, envoyant à leur secours ses fameuses « brigades internationales », communistes, en fait. Beaucoup d'intellectuels européens s'engagèrent dans l'un ou l'autre camp, tels Hemingway ou Bernanos. C'était encore le temps où les intellectuels se battaient au lieu de faire les stars à la télévision.

Toujours en 1936, en novembre, l'Axe conclut un pacte avec le Japon. Le gouvernement français, abrité derrière la ligne

fortifiée dite « ligne Maginot » ne voulait rien voir. L'aveuglement des dirigeants français de l'époque, qu'ils fussent de droite ou de gauche, est incroyable. Certes, après la terrible saignée de 1914-1918, les Français ne désiraient pas la guerre, mais les Allemands non plus, tout favorables à Hitler qu'ils fussent...

À leur décharge, ils ne furent pas les seuls à fermer les yeux. Les Anglais ménageaient ostensiblement l'Allemagne, englués qu'ils restaient dans leur vieille méfiance de la France. Quant à l'Amérique, elle était fascinée par le Führer avec lequel ses entrepreneurs (Kennedy père, la firme IBM) faisaient de fructueuses affaires ; le grand aviateur Lindbergh était même pronazi. En 1936, le duc de Windsor, détrôné pour avoir voulu épouser une divorcée américaine et remplacé en décembre par son frère, George VI, l'était aussi.

Devant la passivité des démocraties, Hitler décida, le 12 mars 1938, d'annexer l'Autriche. Les Autrichiens, rendus amers par la chute de leur Empire en 1919, étaient d'ailleurs favorables à l'« Anschluss », qui ne fut qu'une promenade militaire. Paris se contenta de protestations platoniques.

Le nazisme connut son apogée le 12 septembre 1938, dans la nuit des croix gammées de Nuremberg, qui impressionna si fort le pauvre Brasillach. Le Front populaire avait quitté le pouvoir. Les radicaux et les modérés qui lui succédèrent en juin 1938 avec le ministère Daladier-Reynaud ne furent pas plus courageux. Paul Reynaud écoutait cependant d'une oreille attentive son conseiller militaire, le colonel de Gaulle, qui le poussait à doter la France d'une armée blindée à l'instar de l'Allemagne. Mais il y a loin des bonnes idées aux actes. Comme chacun le sait, « l'enfer est pavé de bonnes intentions ».

Le nazisme connut son apogée le 12 septembre 1938, dans la nuit des croix gammées de Nuremberg.

Sans tarder, Hitler prépara un nouveau coup. L'Autriche annexée, la Bohême s'enfonçait comme un coin au cœur du nouveau Reich. Créé par Clemenceau en 1919, cet état très avancé et industriel à l'époque disposait d'une bonne armée

On doit stigmatiser la lâcheté de Chamberlain et de Daladier mais aussi celle des Tchèques.

et de fortifications imprenables dans les monts de Bohême. Par malheur, ces montagnes étaient habitées par des populations de langue allemande, les Sudètes. Hitler, manipulant le droit

des peuples à disposer d'eux-mêmes, décida de rattacher les Sudètes, d'ailleurs consentants, au Reich. Le hic était que, sans la protection de ses montagnes, la Tchécoslovaquie n'est plus qu'une tortue sans carapace.

Mussolini proposa la tenue d'une conférence à Munich. Le 30 septembre 1938, Hitler et Mussolini y rencontrèrent le Premier ministre britannique, Chamberlain, et le président du Conseil français, Daladier. Ceux-ci cédèrent. La Wehrmacht put occuper les fortifications de Bohême.

On doit ici stigmatiser la lâcheté de Chamberlain et de Daladier mais aussi celle des Tchèques qui ne tirèrent pas un coup de fusil pour se défendre. Ils l'auraient pu, sur leurs montagnes, pendant des semaines, déclenchant ainsi la guerre en 1938, à une époque où les Allemands n'étaient pas encore prêts.

En France, il y eut un « lâche soulagement », selon les mots de Léon Blum (mais il n'avait pas fait mieux en 1936). Alors que son avion, revenant de Munich, se posait au Bourget, Daladier aperçut une foule immense. Il pensa que l'on voulait le lyncher : on l'applaudissait ! Descendant de son avion, il marmonna : « Les cons ! » En effet, ce faible était lucide. Après Munich, les plus réticents des Allemands se rallièrent au Führer. Comment résister à un homme qui gagne systématiquement, sans tirer un coup de feu ?

Tous les dirigeants français et anglais pratiquaient en 1938 le slogan obscène qui sera celui des Verts allemands beaucoup plus tard : « Plutôt rouges (c'est-à-dire esclaves) que morts. »

De Gaulle, conseiller de Reynaud, enrageait. Un seul homme d'État, britannique, sauva l'honneur en lançant à la Chambre des communes cette apostrophe célèbre : « Vous avez accepté le déshonneur pour éviter la guerre. Vous avez le déshonneur, mais vous aurez la guerre. » C'était Winston Churchill, alors dans l'opposition.

De fait, le 15 mars 1939, Hitler annexa ce qui restait de Tchécoslovaquie et, le même mois, Franco entra en vainqueur à Madrid...

La politique militaire française, celle du maréchal Pétain, tout puissant à l'état-major, était aussi absurde que la politique étrangère. Elle datait des tranchées de 1914.

Observant depuis le Kremlin cette lâcheté, Staline se décida alors à faire alliance avec Hitler. Ce fut le pacte germano-soviétique du 29 août 1939. Des milliers de militants français quittèrent le Parti, dégoûtés. Mais Hitler avait les mains libres à l'est. Précisément, entre son nouvel allié et lui, subsistait une tache, la Pologne. Il fallait se la partager. Le 1^{er} septembre, les armées allemande et soviétique y entraient, chacune de leur côté. À la surprise d'Hitler qui n'attendait plus aucun réflexe de dignité d'elles, l'Angleterre et la France déclarèrent la guerre à l'Allemagne ! La Seconde Guerre mondiale avait commencé.

Cela ne sauva pas la Pologne. Varsovie capitula le 26 septembre. L'armée française était restée inerte, derrière sa ligne Maginot. Pétain était à ce moment ambassadeur à Madrid, près de Franco. Mussolini était encore neutre, malgré l'Axe, regardant de quel côté tournerait le vent. Le général en chef Gamelin, imbécile diplômé, réfléchissait, inactif, dans son PC de Vincennes. On

s'attendait à une attaque allemande foudroyante, elle ne se produisit pas. Pendant sept mois, rien ne se passa. On appela cela la « drôle de guerre ».

Pourquoi ? Nous le savons aujourd'hui : les généraux allemands, pour la première fois, s'opposaient à leur Führer. Ils gardaient un souvenir terrible des poilus de Verdun qu'ils avaient combattus en tant que jeunes officiers et craignaient l'armée française. Hitler mit sept mois à les convaincre.

La dislocation de l'armée française en mai 1940 frappa le monde de stupeur. La France passait toujours et partout pour la nation militaire par excellence. Celle de Condé, de

L'armée française de 1940 fut combattue par le génie du commandement allemand opposé à la profonde bêtise des chefs français.

Napoléon, de la Marne. Les Américains envoyaient les meilleurs de leurs officiers à l'école militaire de Paris. Son anéantissement produisit partout un effet de sidération. Même Hitler fut surpris jusqu'à danser de joie. Roosevelt en resta bouche bée

pendant des heures, se refusant d'y croire.

On en conclut que les soldats français avaient perdu les vertus de Verdun, qu'ils s'étaient montrés lâches ! On connaît la phrase ignoble de Céline pour résumer la drôle de guerre et la débâcle : « Neuf mois de belote, six semaines de course à pied. »

On sait aujourd'hui que cette explication, qui pèse encore sur la conscience française, est fautive. Les armées allemande et française se valaient. Les deux comprenaient un noyau dur : un corps de bataille bien équipé d'environ un million d'hommes. L'emploi des chars était différent : regroupés en « panzers » chez les Allemands, dispersés chez les Français (où, cependant, les idées du général de Gaulle s'imposant *in extremis*, on venait de constituer quatre divisions blindées, contre onze chez l'ennemi).

Mais les forces restaient égales : les Allemands avaient les panzers, les Français, la ligne Maginot et, au-delà d'elle, leur corps de bataille. Les forces aériennes franco-anglaises égalaient la Luftwaffe, ce que la bataille d'Angleterre démontrera. Quant à la marine, les Alliés dominaient. Le courage des soldats était semblable et, de part et d'autre, la campagne fit des dizaines de milliers de morts.

L'armée française de 1940 ne fut pas indigne. Elle fut battue par le génie du commandement allemand opposé à la profonde bêtise des chefs français. Nous avions pourtant déjà dans nos rangs les De Gaulle, Juin, de Lattre, mais c'étaient les ganaches qui commandaient. Hitler, lui, avait confié le commandement à ses jeunes généraux, les Rommel, Guderian, etc.

D'abord, le piège : ils attirèrent le corps de bataille français vers Liège à deux cents kilomètres au Nord par un lâcher de parachutistes.

Ensuite, la surprise : les panzers groupés forcèrent la forêt des Ardennes, où le vieux Pétain avait annoncé que les chars ne pouvaient pas passer. En face d'eux, les Français étant partis en Belgique, il n'y avait plus rien. En quelques jours, les panzers atteignirent la Manche, coupant le corps de bataille franco-anglais de ses bases.

Le colonel de Gaulle mena un combat désespéré devant Montcornet et Abbeville avec une division blindée improvisée, mais en vain.

Le corps expéditionnaire se rembarqua, laissant ses armes sur place, à Dunkerque vers l'Angleterre. À ce moment, voyant la chance tourner, Mussolini déclara la guerre à la France : « coup de poignard dans le dos ».

Winston Churchill, Premier ministre anglais depuis le 10 mai, déclara aux communes qu'il n'avait « que du sang et des larmes » à offrir. Paul Reynaud, président du Conseil depuis mars, fit

entrer De Gaulle dans son cabinet, mais en y faisant entrer aussi le vieux Pétain rappelé de Madrid...

Gamelin destitué, Weygand mena sur la Somme un combat pour l'honneur. Le 14 juin 1940, la Wehrmacht défilait sur les Champs-Élysées.

Quant aux civils français, ils étaient partis vers le sud pour fuir l'envahisseur. Le plus grand exode de l'histoire : quinze millions de personnes sous les bombardements terroristes des stukas. Le 17 juin, tout s'arrêta. Paul Reynaud, découragé, démissionna. Le président Lebrun désigna Pétain comme président du Conseil. Le général de Gaulle, prétextant une vague mission, s'enfuit à Londres.

Le maréchal n'avait rien compris au nazisme et se croyait encore en 1870. Dans deux discours prononcés, presque en même temps, à la radio, le vieux maréchal et le jeune général tirèrent de la défaite une leçon opposée : Pétain parlait depuis Bordeaux où le gouvernement s'était réfugié. De Gaulle s'exprimait depuis Londres où Churchill n'avait pas craint de lui offrir le micro de la BBC.

Le 18 juin, De Gaulle souligna l'incapacité et la nullité des généraux de l'armée

Pétain accusa le peuple, reprenant les arguments de Céline qu'il n'avait pas lu (il ne lisait rien), d'avoir mal combattu et trop joui. Or, c'était lui, par sa stratégie inepte, le responsable de la défaite. En réalité, Pétain n'aurait jamais dû dépasser le niveau qu'il avait atteint avant 1914, où il devait prendre sa retraite : celui d'un colonel brave mais borné.

De Gaulle au contraire, le 18 juin, souligna l'incapacité et la nullité des généraux de l'armée (« des chefs incapables »). Mais il en appela à la Résistance (le mot vient de lui) : « La flamme de la Résistance française ne doit pas s'éteindre. »

Le 26 juin, à un nouveau discours de Pétain justifiant la

capitulation, De Gaulle répliqua vertement : « La défaite ! À qui la faute, monsieur le maréchal, vous qui étiez la plus haute personnalité militaire, avez-vous jamais soutenu, demandé la réforme indispensable de ce système militaire absurde ? Ah, pour signer cet armistice d'asservissement, on n'avait pas besoin du vainqueur de Verdun. N'importe qui aurait suffi ! »

Et comme Pétain prêchait la soumission, De Gaulle répondit que « la France ne se relèvera[it] pas sous la botte allemande. Elle ne se relèvera[it] que dans la victoire ! ». Comme De Gaulle le comprit et l'écrivit plus tard, lui qui avait servi le maréchal longtemps avant, ces admonestations étaient vaines.

Le mépris du peuple sert toujours d'excuse aux dirigeants défailants

Chez Pétain, « l'âge par-dessous l'enveloppe avait rongé le caractère. La vieillesse est un naufrage et, pour que rien ne nous fût épargné, il fallait que la vieillesse de Pétain s'identifie avec le naufrage de la France. » Ces appels du général ne furent entendus que par quelques milliers de personnes, les Français n'ayant pas encore l'habitude d'écouter la BBC.

Dans le pays régnait le terrible chaos de l'exode.

Le parti communiste, qui aurait pu canaliser cette anarchie, n'avait pas résisté au pacte germano-soviétique.

Les notables étaient soulagés par la cessation des combats. Beaucoup d'entre eux, ceux d'extrême droite, célébraient même la « divine surprise » de la défaite, mot qui souillera à jamais la mémoire de Maurras.

Le 1^{er} juillet, Pétain installa le gouvernement à Vichy où il avait convoqué le Parlement. Il obtint les pleins pouvoirs le 10 de ce mois. Mais ces « pleins pouvoirs » n'avaient pour but que de parer au plus pressé.

Le 11 juillet, le maréchal perpétra un véritable coup d'État : il dispersa les assemblées, proclama l'« État français » dont il se

déclara le chef et président du Conseil. Il nomma Laval, le plus défaitiste et pro-allemand de tout le personnel politique, vice-président. Entouré de généraux vaincus, d'amiraux qui n'avaient pas combattu et qui ne voulaient en aucun cas admettre leurs erreurs, le gouvernement de l'armistice, sans vergogne, rejetait sur le peuple la honte de la défaite.

Le mépris du peuple sert toujours d'excuse aux dirigeants défailants.

L'expédition des affaires courantes, après une débâcle militaire, aurait pu être admise. La faute de Pétain (et de l'extrême droite) fut de croire qu'il pouvait profiter de la défaite pour accomplir une révolution nationale d'extrême droite sous la botte de l'ennemi. Que l'on pense du bien ou du mal des idées maréchalistes, ce n'était pas le moment!

CHAPITRE X

L'HONNEUR
RETROUVÉ

DE 1940 À 1946